

Dossier de presse  
Juillet 2023

## ENSEMBLE, NOUS DEVONS PRENDRE SOIN DE LA CRÉATION

Un appel des dirigeants religieux à la responsabilité des entreprises



Guilherme Cavalli



Réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne.  
Son contenu relève de la seule responsabilité de la CIDSE et ne reflète pas  
nécessairement les opinions de l'Union européenne.

# SOMMAIRE

- 1. Historique et contexte ..... 2
- 2. Le processus législatif ..... 3
- 3. La déclaration des dirigeants religieux..... 4
- 4. Les demandes adressées aux décideurs politiques de l'UE ..... 5
- 5. Ressources supplémentaires ..... 6
- 6. À propos de la CIDSE ..... 7

Ce dossier de presse a été préparé par les membres du groupe de travail de la CIDSE sur le pouvoir corporatif :



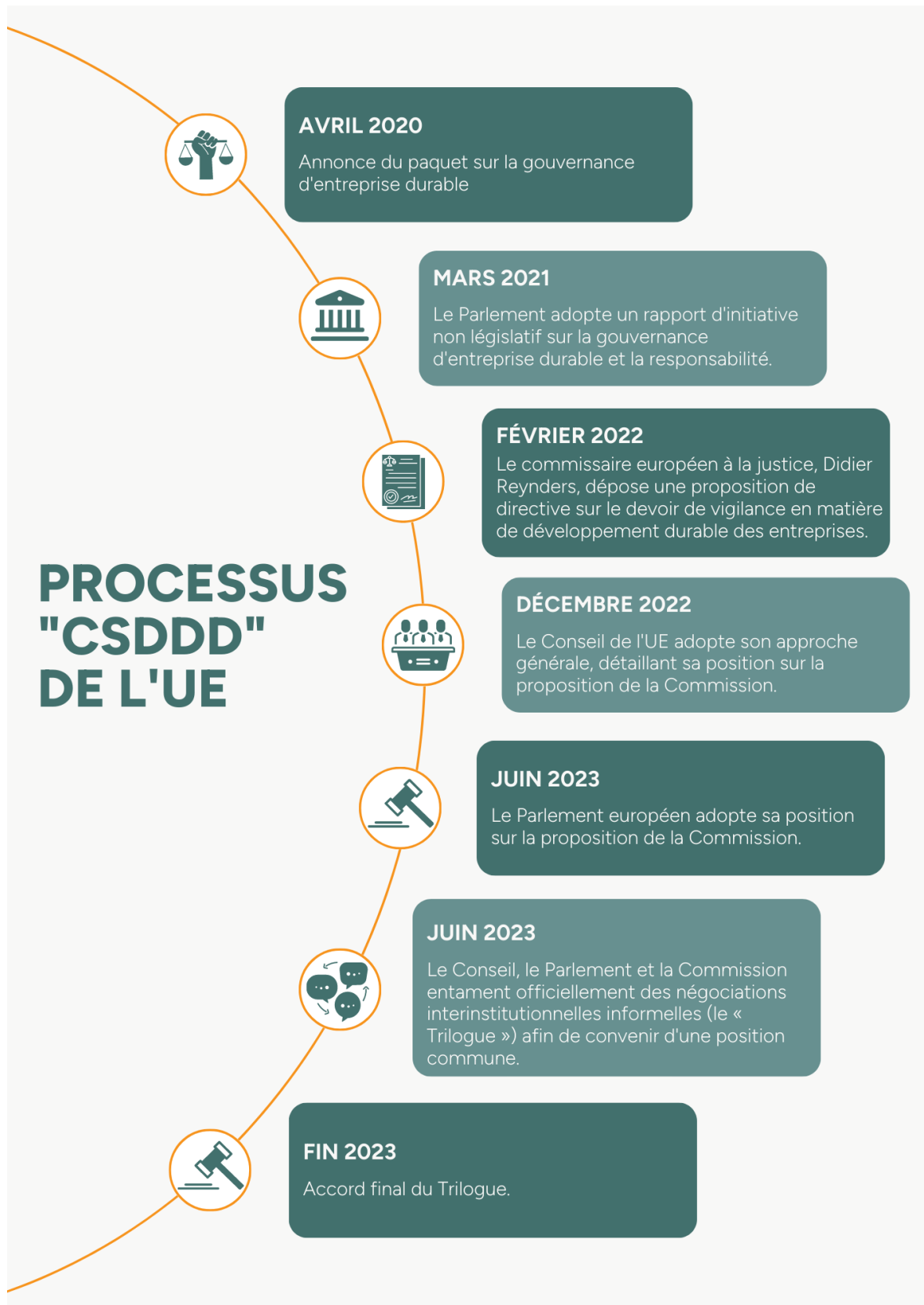
# 1. Historique et contexte

Depuis des décennies, les groupes de la société civile, les syndicats, les mouvements sociaux et les ONG réclament des lois obligeant les entreprises à prévenir et à remédier aux effets négatifs de leurs activités sur les droits humains et l'environnement. Le consensus international sur le danger que représentent les activités irresponsables des entreprises pour les personnes et la planète a abouti, au cours des dernières décennies, à l'adoption de normes volontaires telles que les [Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme](#) et le [guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises](#).

Malheureusement, ces mesures volontaires ont largement échoué à empêcher de graves abus. De [l'effondrement du barrage de Brumadinho en 2019](#) à [la marée noire de Repsol au Pérou en 2022](#), les activités commerciales non réglementées ont continué à polluer l'environnement et à violer les droits des peuples et des communautés. L'essor récent de marques de fast-fashion telles que Shein, au milieu de l'inquiétude suscitée par ses pratiques de travail, montre que nous sommes encore loin d'un monde où les entreprises agissent de manière éthique et durable.

Ces préoccupations ont inspiré des années de campagne de la part des groupes de la société civile. La CIDSE, ses membres et ses alliés ont été à l'avant-garde de la demande de nouvelles lois obligatoires pour les entreprises dans l'UE. La pression de la société civile a conduit à l'annonce, en 2022, par le commissaire européen à la justice, Didier Reynders, d'un ensemble de mesures visant à introduire un devoir de vigilance obligatoire relatif au respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises. Le principal élément de ce paquet, le projet de Directive européenne sur le devoir de vigilance en matière de développement durable des entreprises (« CSDDD » en anglais), a été présenté en février 2022. Depuis, le Conseil de l'UE et le Parlement européen ont adopté leur position sur le dossier. Le projet de loi fait actuellement l'objet de négociations interinstitutionnelles en trilogue, qui devraient s'achever d'ici la fin de l'année.

## 2. Processus législatif



### 3. Déclaration des dirigeants religieux

La déclaration des dirigeants religieux est le fruit d'années d'engagement de la part du réseau de la CIDSE, de ses partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie, et des communautés avec lesquelles ils travaillent. Notre communauté d'organisations confessionnelles a souvent marché main dans la main avec les paysans, les peuples indigènes, les femmes et d'autres populations touchées par les abus des entreprises - offrant un espace d'espoir et d'organisation communautaire.

La CIDSE, ses organisations membres et une grande partie de notre famille catholique mondiale ont fait de la mise en place d'un instrument juridique efficace et solide, capable de prévenir les abus des entreprises et d'offrir un recours efficace et rapide aux victimes, une priorité.

En 2020, plus de 230 évêques catholiques du monde entier ont signé une [déclaration](#) appelant à l'adoption d'une législation contraignante portant sur la diligence raisonnable en matière d'environnement et de droits humains. Leurs demandes étaient axées sur les droits et les besoins des communautés locales et des personnes touchées ou risquant d'être touchées par les abus des entreprises.

Cette [nouvelle déclaration](#) (également disponible en [EN](#) / [ES](#) / [DE](#)), signée par des dirigeants d'autres groupes confessionnels, dont de nombreuses femmes, renouvelle les appels précédents et les complète. Les recommandations se concentrent spécifiquement sur la proposition de l'UE relative à la Directive sur la responsabilité sociale des entreprises et sont basées sur les expériences et les souffrances des personnes affectées par les abus des entreprises.

#### Citations de signataires



*« Je suis convaincu que nous devons non seulement protéger les peuples autochtones et autres populations des abus des entreprises, mais aussi toutes les créatures, en particulier au vu de l'augmentation rapide de la perte de biodiversité.*

*Même ici, aux Pays-Bas, les communautés - non seulement humaines, mais aussi végétales et animales - sont menacées par la pollution continue de l'environnement naturel par les grandes entreprises ».*

Kees Nieuwerth, Quaker, ancien Président du Conseil des églises des Pays-Bas



« Il s'agit d'un appel pour protéger les personnes et la planète, en vivant notre foi en relation avec l'ensemble de la création de Dieu.

Nous devons faire entendre les voix des communautés et les amener à la table des décideurs. Il est important d'écouter un dirigeant paysan d'Apurimac, au Pérou, lorsqu'il demande : Devons-nous mourir pour que notre pays ait de l'argent ? Cette question exprime le sentiment de beaucoup de celles et ceux confrontés à l'impunité des entreprises.

Des individus doivent-ils mourir pour que les entreprises puissent gagner de l'argent sans penser à la planète et aux personnes ? »

Sr. Maamalifar M. Porekū, Co-Secrétaire exécutive de la Commission JPIC (Justice, Paix et Intégrité de la Création) USG et UISG



*« Notre terre en Afrique est menacée tous les jours par les activités des entreprises, souvent liées à des compagnies situées dans des régions du monde plus riches. L'Union européenne doit assumer ses responsabilités et adopter une législation forte. »*

Mgr. Stephen Dami Mamza, Evêque de Yola (Nigeria)  
Président de la Commission Justice, Paix et Développement du SCEAM

#### 4. Demandes adressées aux décideurs politiques de l'UE

1. La proposition devrait élargir la couverture des risques et des impacts environnementaux, de manière à répondre au large éventail d'impacts négatifs causés par les entreprises.
2. Les législateurs devraient supprimer les obstacles à la justice auxquels sont confrontées les victimes lorsqu'elles cherchent à obtenir réparation d'un préjudice, et les dispositions relatives à la responsabilité civile devraient être renforcées. Le projet doit lever les obstacles à la justice auxquels sont confrontées les victimes et renforcer les dispositions relatives à la responsabilité civile.
3. Les entreprises doivent donner la priorité à la protection de l'environnement et prendre des mesures importantes pour faire face aux risques et aux conséquences du changement climatique. La proposition actuelle n'est pas à la hauteur et compromet la nécessité urgente d'agir pour le climat.
4. La proposition doit reconnaître l'impact spécifique des violations des droits humains sur les femmes et les populations autochtones, et impliquer les parties prenantes tout au long du processus de vigilance raisonnable, comme le prévoient les normes internationales.
5. Élargir le champ d'application de la directive pour prévenir les préjudices : les propositions de la Commission et du Conseil ne concernent qu'une petite minorité d'entreprises de l'UE, laissant de côté les petites et moyennes entreprises (PME), mais aussi les institutions financières et les investisseurs.
6. La protection des personnes et de la planète à l'échelle mondiale nécessite une action au-delà des frontières de l'UE. L'UE et ses États membres devraient participer activement aux négociations en cours en vue d'un traité contraignant des Nations unies sur les sociétés transnationales et autres entreprises.



## 5. Ressources supplémentaires

### Études de cas et ressources



Marée noire de Repsol au Pérou (2022) - Vidéo également disponible en [IT](#) et [ES](#).

- [En souvenir des victimes de l'effondrement du barrage de Brumadinho](#) - CIDSE
- [Atteinte aux droits humains et à l'environnement par l'entreprise belge SIAT](#) - CIDSE (EN - FR)
- [Des droits à la réalité - Garantir une application de la loi française sur le devoir de vigilance axée sur les détenteurs de droits](#) - CCFD-Terre Solidaire, ECHHR, ProDESC (EN - FR)
- [Rendre la responsabilité obligatoire à l'exemple des importations de minerai de fer en provenance du Brésil](#) - DKA (EN - DE)
- ["Repsol : ¡Hazte cargo !": Le Pérou connaît l'une des pires marées noires de son histoire](#) - CIDSE (EN - IT)
- [L'agro-industrie met le feu au Brésil](#) – Entraide et Fraternité (FR)
- [Des solutions globales à des problèmes globaux - Pourquoi une législation européenne et un instrument des Nations unies sur la responsabilité des entreprises doivent être complémentaires](#) - CIDSE, ECCJ, ECCHR, FIDH, FOEE
- [Campagne "La justice est l'affaire de tous"](#)

#### Positions et déclarations de la CIDSE

- Dossier politique : [Des enjeux plus importants pour les personnes et la planète](#) - CIDSE
- Lettre ouverte commune : [Garantir une législation efficace et respectueuse de l'égalité des sexes en matière de diligence raisonnable en matière de développement durable des entreprises](#) - CIDSE
- Communiqué de presse : [Les organisations catholiques de la société civile saluent la position du Parlement européen sur la directive relative au devoir de diligence en matière de développement durable des entreprises](#) - CIDSE
- Communiqué de presse : [Vote du PE sur la directive CSDD de l'UE](#) - CIDSE

## 6. À propos de la CIDSE

La CIDSE est une famille internationale d'organisations catholiques œuvrant pour la justice sociale. Avec nos partenaires et alliés du monde entier, nous nous employons à promouvoir la justice en mobilisant le pouvoir de la solidarité mondiale afin de parvenir à un changement transformationnel en faveur des peuples et de la planète. Nous dénonçons les injustices systémiques et leurs impacts destructeurs et soutenons des alternatives environnementales et sociales justes pour permettre à toutes et à tous de s'épanouir dans notre maison commune. Toute l'action de la CIDSE s'inspire de la doctrine sociale de l'Église et des valeurs de l'Évangile.

La CIDSE prône la souveraineté alimentaire et la justice foncière, combat l'impunité et le pouvoir corporatif et explore les liens entre les systèmes énergétiques et l'extractivisme, tout en aspirant à un modèle de sobriété. Nous adoptons une approche systémique dans notre travail thématique, en mettant l'accent sur les droits humains, la décolonisation des systèmes de pouvoir, le féminisme, la justice pour le climat et la biodiversité, ainsi que sur la remise en question des systèmes économiques et politiques dominants et la recherche d'alternatives.

### Contacts

CIDSE (International)

Giuseppe Cioffo - Cioffo(at)cidse.org

KOO / DKA (Autriche)

Herbert Wasserbauer - Herbert.Wasserbauer(at)dka.at

Broederlijk Delen (Belgique)

Wies Willems - Wies.Willems(at)broederlijkdelen.be

CCFD-Terre Solidaire (France)

Clara Alibert - c.alibert(at)ccfd.org

MISEREOR (Allemagne)

Armin Paasch - Armin.Paasch(a)misereor.de

Trócaire (Irlande)

Sorcha Tunney - sorchatunney(at)trocaire.org

Manos Unidas (Espagne)

Marta Isabel Gonzalez Álvarez - tec.campanas(at)manosunidas.org

ALBOAN (Espagne)

Guillermo Otano - g.otano(a)alboan.org

Fastenaktion (Suisse)

François Mercier - mercier(at)fastenaktion.ch

CAFOD (ROYAUME-UNI)

Graham Gordon - ggordon(at)cafod.org.uk

SCIAF (ROYAUME-UNI)

Line Christiansen - lchristiansen(at)sciaf.org.uk